

Histoire de la pensée économique

La théorie générale de Keynes

Ce cours vous est proposé par Matthieu Montalban, maître de conférences HDR en science économique, université de Bordeaux, et par AUNEGe, l'Université Numérique en Économie Gestion.

Table des matières

Préambule.....	2
Une critique du raisonnement microéconomique et d'équilibre partiel.....	2
La naissance du raisonnement macroéconomique.....	2
Le principe de demande effective et la possibilité de chômage involontaire.....	4
Le renversement des dogmes de l'épargne préalable et de la théorie quantitative de la monnaie	5
Le renversement du dogme de l'épargne préalable	5
Le renversement de la théorie quantitative de la monnaie.....	6
La fin du laissez-faire.....	6
Références	7

Préambule

Une critique macroéconomique de l'autorégulation des marchés

Objectif d'apprentissage

Comprendre les notions abordées dans la théorie générale de Keynes

La théorie keynésienne formulée dans la TG, et dans une moindre mesure dans le *Traité de la monnaie*, constitue une révolution scientifique qui va donner ses fondements à la macroéconomie.

Une critique du raisonnement microéconomique et d'équilibre partiel

La naissance du raisonnement macroéconomique

La théorie keynésienne est contemporaine de la naissance de la macroéconomie. Celle-ci s'intéresse au fonctionnement agrégé de l'économie. Son cadre de référence est ce qu'on appelle aujourd'hui la comptabilité nationale qui retrace les flux économiques entre les grandes catégories d'agents économiques.

Keynes va notamment consacrer quelques chapitres de sa théorie générale à définir les unités de mesure et agrégats qu'il utilise, et le cadre comptable qui va avec. Or, comme en physique où les lois qui gouvernent les événements macroscopiques divergent des lois quantiques, Keynes va montrer qu'en raisonnant globalement, certaines déductions tirées de la microéconomie sont à remettre en question : ce qui peut être positif pour un individu peut être négatif pour la société.

Cela provient notamment du fait qu'à l'échelle macroéconomique, les dépenses ou coûts des uns sont les revenus des autres. Il est alors important de se représenter avec un cadre comptable adapté ces flux.

C'est l'exemple classique des salaires, qu'on va revoir ensuite : une entreprise seule va avoir tendance à embaucher plus si, toutes choses égales par ailleurs, les salaires réels diminuent. Cependant, en baissant les salaires, il est fort probable que tout ne reste pas égal par ailleurs, et donc que les dépenses de consommation diminuent, et donc le besoin d'embauches puisque si la consommation diminue, moins besoin de produire...

Dans le cadre comptable keynésien les variables sont exprimées en unités monétaires, ou en unités de travail efficace, mais nous allons prendre le cas monétaire qui est le plus simple.

Le revenu national net (des amortissements) Y se distribue entre le coût des facteurs d'un côté, incluant salaires (W) et rentes versés (dividendes, intérêts, loyers, qu'on peut noter R) et le revenu des entrepreneurs Π , c'est-à-dire le profit non-distribué des entreprises, aussi appelé autofinancement ou épargne nette des entreprises en comptabilité nationale française.

De même, ce revenu se partage aussi entre dépenses de consommation (C) et épargne globale (S). Le produit national net se partage entre production de biens de consommation pour répondre aux dépenses de C et production de biens d'investissement des entreprises pour répondre aux dépenses d'investissement I (en économie fermée). On a donc :

$$Y=W+R+\Pi$$

$$Y=C+S$$

$$Y=C+I \text{ (en économie fermée)}$$

Il vient que, des définitions précédentes, $I=S$, et il s'agit même d'une identité comptable, qui est toujours vraie, quel que soit le comportement des agents.

A ces flux s'ajoute le coût d'usage de la production U , qui représente les sommes payées par l'entrepreneur aux autres entrepreneurs pour les choses qu'il est obligé de leur acheter jointes au sacrifice qu'il fait en utilisant son équipement au lieu de le laisser inactif.

Cela se rapproche donc des concepts de consommation de capital fixe et de consommations intermédiaires dans la comptabilité nationale moderne.

Le principe de demande effective et la possibilité de chômage involontaire

Keynes va critiquer la loi de Say en introduisant un principe alternatif : le principe de demande effective, en référence à Malthus. Keynes indique que les entrepreneurs vont anticiper la demande qui s'adresse à eux pour déterminer combien produire et combien embaucher pour maximiser leur profit. Ça n'est donc plus l'offre qui est motrice mais la demande.

Mais plus fondamentalement, le niveau d'emploi dépend alors de manière cruciale des anticipations des entrepreneurs sur le marché des biens et services, plutôt que de la rencontre entre une offre et une demande de travail comme chez les néoclassiques. Et il se peut que cette demande soit insuffisante pour permettre de garantir le plein-emploi de la main d'œuvre.

La demande effective étant constituée de la consommation et de l'investissement, l'essentiel de la TG consiste à discuter des déterminants de ces deux composantes et des facteurs les amenant à se trouver insuffisantes, comme les moyens de les augmenter.

Globalement, Keynes va montrer que les facteurs gouvernant la consommation et l'investissement, à savoir ce qu'il appelle la propension à consommer et l'incitation à investir, ne peuvent amener à un niveau d'emploi correspondant au plein-emploi que dans des conditions particulières.

Le renversement des dogmes de l'épargne préalable et de la théorie quantitative de la monnaie

La demande effective dépend de la consommation et de l'investissement, ce qui amène à examiner leurs déterminants, Dans la TG, Keynes s'attaque aux deux piliers de l'école Classique que sont le dogme de l'épargne préalable et la théorie quantitative de la monnaie.

Le renversement du dogme de l'épargne préalable

Le cœur de la révolution keynésienne est en fait non seulement l'inversion de la relation entre la demande et l'offre globale, mais aussi et surtout l'inversion de la relation entre investissement et épargne. Le dogme de l'épargne préalable prétendait qu'une plus grande abstinence de consommer, donc une plus grande épargne, permettait de financer plus d'investissement en diminuant le taux d'intérêt.

Keynes tout d'abord conteste que l'épargne soit une vertu : cette non-dépense équivaut à un manque à gagner pour les entreprises et la finalité de la production reste la consommation. Ensuite, ce n'est pas parce qu'on épargne aujourd'hui que l'on consommera forcément plus demain comme le prétendent les Classiques.

Au contraire, pour Keynes, l'investissement augmente le revenu, et cette hausse de l'activité augmente l'épargne par la même occasion : il n'y a donc plus besoin d'épargne préalable puisque c'est l'investissement qui génère l'épargne, et non l'inverse. Chez Keynes, cette inversion est liée au mécanisme du multiplicateur.

Quelle est l'idée du multiplicateur ? Quand les entreprises augmentent leur investissement, il en résulte l'embauche de travailleurs pour fabriquer ces biens d'investissement et donc la distribution de salaires.

Ces travailleurs vont donc consommer une part de ce supplément de revenu en biens de consommation, proportion que Keynes appelle la propension marginale à consommer.

La production de ces biens de consommation va à son tour amener l'embauche de salariés dans le secteur producteur de biens de consommation, et une distribution de salaires à ces salariés en plus. Eux-mêmes vont à leur tour consommer une partie de ce revenu, ce qui va encore augmenter la production et l'emploi, puis les revenus distribués, la consommation...

Il y a un cercle vertueux qui se met en place : les dépenses engendrent des revenus et emplois qui génèrent à nouveau des dépenses. Ce cercle vertueux est lié au fond à la circulation de la monnaie. Le mécanisme s'arrête quand toute la monnaie investie au départ s'est transformée en épargne. Ici la vertu est la consommation et le vice l'épargne.

On peut donc parler du multiplicateur, parce que l'investissement initial a généré des vagues successives d'augmentation du revenu, de l'emploi et de la consommation, qui sont telles qu'il y a une augmentation qui est une multiplication de l'investissement de départ.

Le renversement de la théorie quantitative de la monnaie

Ce vice de l'épargne s'observe également quand Keynes va s'attaquer à la théorie quantitative des classiques, qui considèrent que la monnaie n'influence pas le revenu réel mais seulement les prix. Il rappelle d'abord que l'épargne peut être thésaurisée et ne pas engendrer de dépense d'investissement.

Keynes ici met en avant le besoin de sécurisation et de liquidité face à l'incertitude dans l'avenir : les agents peuvent choisir de conserver une partie de leur patrimoine sous forme liquide pour se prémunir face aux aléas imprévisibles du futur.

Mais dès lors, cette propension à la thésaurisation rebaptisée préférence pour la liquidité dans la TG implique qu'une partie de l'épargne n'est pas placée : Dennis Robertson, un collègue avec qui Keynes correspondait, parlait d'épargne avortée.

Pour Keynes, la préférence pour la liquidité joue surtout sur le taux d'intérêt. Pour lui, le taux d'intérêt n'est pas la récompense de l'abstinence de consommation, mais la récompense de la renonciation à la liquidité ; autrement dit, on touche de l'intérêt non pas parce qu'on cesse de consommer, mais parce qu'on place une partie de son épargne et qu'on renonce à la garder sous forme liquide.

Au fond, le taux d'intérêt serait alors fixé par l'offre et la demande de liquidité, ou si on préfère par le marché de la monnaie. Et dès lors, si le désir de détenir de la monnaie peut être indépendant du niveau des transactions et qu'il est lié à des craintes sur l'avenir, la monnaie peut, via son action sur le taux d'intérêt et l'investissement, influencer le niveau réel d'activité économique. La monnaie n'est plus neutre mais influence le niveau d'activité, contrairement à la théorie quantitative.

La fin du laissez-faire

Keynes considère que l'investissement est affecté à la fois par le taux d'intérêt, la monnaie et par les anticipations de rendements des entrepreneurs, qui sont très instables et sujettes à des phénomènes psychologiques et grégaires. Il est dès lors improbable que la consommation et l'investissement n'assurent le plein-emploi.

Mais l'Etat peut influencer la monnaie, sa circulation et le niveau de la demande. L'action publique se trouve revalorisée alors par Keynes : c'est la fin du laissez-faire.

Références

Keynes J.M (1936[1942]), *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, trad. de Jean Largentaye, Paris, Payot.

Poulon F. (2011), *La pensée de Keynes*, Paris, Dunod

Poulon F. (2016), *La pensée monétaire*, Paris, Dunod

Comment citer ce cours ?

Histoire de la pensée économique, Matthieu Montalban, AUNEGe (<http://auneg.fr>), CC – BY NC ND (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>).



Cette œuvre est mise à disposition dans le respect de la législation française protégeant le droit d'auteur, selon les termes du contrat de licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>). En cas de conflit entre la législation française et les termes de ce contrat de licence, la clause non conforme à la législation française est réputée non écrite. Si la clause constitue un élément déterminant de l'engagement des parties ou de l'une d'elles, sa nullité emporte celle du contrat de licence tout entier.